



UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES TRANSITIONS

Bordeaux 09.2018



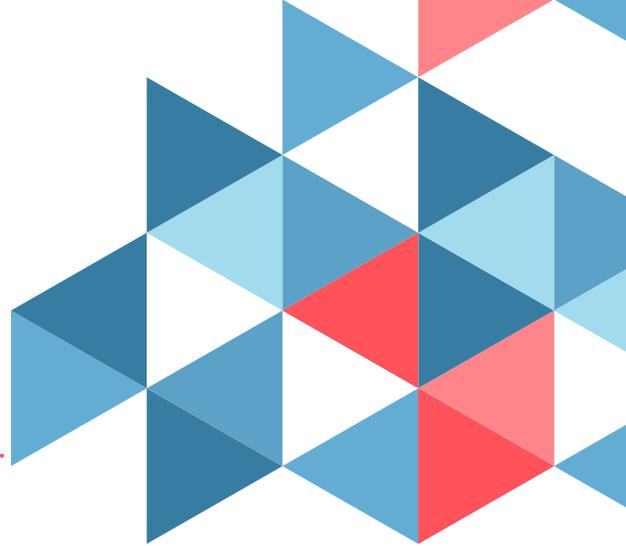
La puissance de l'action...



FONDATION
DES TRANSITIONS

SOUS L'ÉGIDE DE FACE





La puissance de l'action...

au service du changement d'échelle et de l'accélération des transitions positives.

En 2011, dans le film *L'Exercice de l'État*, un directeur de cabinet de Bercy avait cette phrase : « A quoi sert l'exercice du pouvoir sans la puissance de l'action ». Ce que le romancier Alain Damasio complétait récemment dans une interview à *Socialter* : « La puissance, c'est la capacité de faire directement les choses, ce qui te donne un épanouissement, une force intérieure très grande. A contrario, le pouvoir revient à ne pas faire directement, mais à faire faire ».

Ces deux « petites phrases » résument la situation actuelle et le danger d'une responsabilité sociale que l'on appelait encore récemment le militantisme, où de plus en plus de personnes se sentent « perdues » malgré l'envie de participer aux grandes évolutions sociétales. C'est pour cela que « *Lost in transition?* » était le thème de travail choisi par la Fondation des Transitions depuis 2 ans.

Depuis la première Université d'été de la Communication pour le Développement Durable en 2003, nous avons cherché à faire émerger ou contribuer à l'émergence de différents sujets sociétaux. Il s'agissait d'abord de faire se rencontrer des communautés, motivées par les évolutions sociétales, mais fonctionnant trop souvent en silos. Les acteurs de la communication avaient alors de vraies difficultés à collaborer avec ceux du développement durable, y compris sur des questions de vocabulaire. Mais, au-delà, ce sont de vraies questions culturelles qui se jouaient. Dans ce début de siècle qui était surtout une continuité du précédent, la communication se voulait porte-parole d'innovation technologique, de réussite sociale à travers la consommation, de voitures toujours plus sophistiquées, de voyages « all inclusive », de constitution de collections de CD/DVD... considérant souvent les « écolos » comme des ennemis de la modernité, dans une grande inconscience des limites de l'écosystème. A contrario, ceux qui déjà se reconnaissaient dans le développement durable (concept né en 1987), se sentaient avant tout comme des défenseurs

de l'environnement et avaient une grande méfiance envers tout ce qui venait de l'entreprise et de la politique des grands partis traditionnels, malgré une forme de fascination sur le pouvoir représenté. Les grandes difficultés sociales étaient laissées à d'autres acteurs spécialisés. Les plus méfiants dans ce contexte étaient les journalistes, ayant peur de la manipulation de tout le monde, assis sur le pouvoir absolu des grands médias audiovisuels et de la presse écrite.

Les rencontres se sont faites, des liens pérennes se sont créés lors des premières Universités d'été de la communication pour le développement durable dans le Luberon à Buoux. Ces relations ont été possibles entre tous ceux qui sont conscients des réalités face à la perte du capital naturel et des équilibres climatiques, mais qui croient dans la capacité humaine à s'en sortir, qui sont capables d'écouter les métamorphoses du monde et qui sont bienveillants face à des points de vue différents.



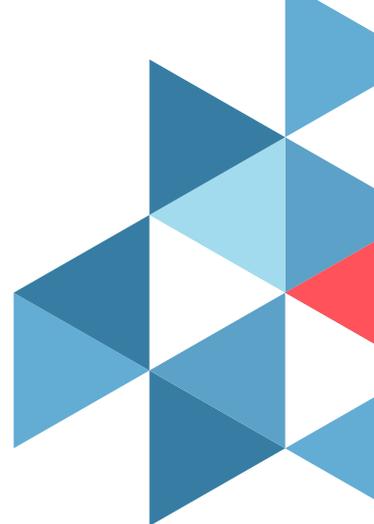
C'est la capacité collective dans un monde individué qui est à inventer...

La diversité du monde et sa complexité sont là... Elles l'ont toujours été mais nous les percevons de façon plus directe, plus frontale, parce que nous y sommes connectés en permanence sans les filtres de la distance, de la temporalité et de la langue. Et c'est d'autant plus complexe à appréhender que nous sommes de plus en plus nombreux, de plus en plus synchrones et de plus en plus dans un processus d'individuation dès le plus jeune âge. Ce « goût de l'autre » a mené la Fondation des Transitions à travailler sur un sujet séduisant dans sa formulation et profond

dans son sens : « *Lost in transition?* ». Avec la prospectiviste Carine Dartiguepeyrou qui avait déjà collaboré avec la structure autour du sujet « Nouveaux mythes, nouveaux imaginaires pour un monde durable », nous avons sélectionné ce que je vous propose d'appeler des « transitionneurs », des ambassadeurs – acteurs – activistes de l'innovation sociétale positive. Les travaux vont donner lieu à la publication d'un livre le 8 novembre 2018 : « *Un autre monde est possible. Lost in transition?* », aux Editions de l'Aube.

Il s'agit d'accepter de ne plus fonctionner en planification verticale, que celle-ci soit mise en place par un État, ou à travers la fascination individuelle pour toute espèce de guide ou de gourou. C'est la capacité collective dans un monde individué qui est à inventer pour trouver le courage de l'action et de la transformation individuelle. Beaucoup d'initiatives se prennent sur tous ces sujets. L'exemple des éco-quartiers est explicite. Il y a 10 ans, il y avait le Quartier Vauban à Fribourg-en-Brigau et Bedzed à Londres. Il y avait même des voyages touristiques pour les visiter (les habitants en étaient saturés...). Maintenant chaque ville a son écoquartier, quitte à en oublier le principe de mixité sociale. Le scénario des plus riches qui vivent dans des habitats plus sains, qui mangent bio et qui roulent dans des voitures moins polluantes pendant que les autres n'ont accès à rien ou presque rien, n'est pas irréel. La question n'est donc plus « est-ce que nous savons faire des écoquartiers ? », mais elle est bien de passer à la ville durable et solidaire, et donc au changement d'échelle. Comment peut-on muter de la prise d'initiatives telles que les racontent Cyril Dion et Mélanie Laurent dans le film « *Demain* », à la puissance de l'action qui affiche des résultats globaux dans des délais courts, et nourrit chacun dans son développement personnel, en cohérence avec une approche de valeurs individuelles et collectives.

Pour changer d'échelle ! Valeurs et transitions



Malgré le grand succès obtenu par l'ONU et la diplomatie française en 2015 avec « l'Accord de Paris », le climat continue de se dérégler. Peu de pays arrivent à respecter les engagements (INDC) pris à l'occasion de la COP21, pas plus la France que les autres. Il faut rappeler que la somme des engagements pris nous mène sur une limitation au mieux à 3,5°C (probablement plus... selon les fuites du prochain rapport du GIEC), loin des 2°C considérés comme acceptables selon les capacités d'adaptation actuelles de l'humanité avec bientôt 9 milliards d'habitants.

Nous avons à faire face à de grandes contradictions et de la complexité même dans les sujets les plus techniques. Un exemple intéressant est le diesel. S'il est une catastrophe déjà engagée sur la santé, avec une prise de responsabilité des élus locaux (ou la peur d'être tenus pour responsables ?), le diesel a permis aux voitures particulières d'émettre moins de gaz à effet de serre que l'essence classique. Et la baisse des ventes de véhicules diesel contribue aux augmentations des émissions de CO2 par l'automobile.

Nous devons donc changer totalement nos paradigmes d'action pour changer d'échelle, c'est tout le sens de ce qui a porté l'élaboration du programme de l'Université d'été des Transitions 2018. Pour cela nous devons passer du rapport de force à de nouvelles alliances. Cela paraît utopique. La prise de conscience des enjeux sociaux et environnementaux est faite, les solutions d'action sont là et matures, c'est ce qu'a démontré « SolutionsCOP21 » au Grand Palais avec 50 000 visiteurs en décembre 2015. La question est bien de passer à la puissance de l'action. C'est à cela qu'invitent les Objectifs mondiaux de Développement Durable, et tout particulièrement le 17^e centré les partenariats et les technologies, car c'est dans la transversalité que se construira ce « nouveau monde » dont on parle. C'est aussi dans une approche plus ambitieuse, plus consciente et dans une dimension spirituelle revisitée autour d'un nouvel humanisme, universaliste. C'est aussi pour cela que de nouvelles communautés vont pouvoir se créer. C'est pour les soutenir que nous créons le Transitionneur Social Club, que Daniel Luciani (dirigeant de l'Agence lcom) va coordonner et qui va remettre cette année des trophées à des personnalités marquantes.

Cette métamorphose du monde d'aujourd'hui et de demain repose donc sur la

capacité et la confiance. Pendant la COP21 certains médias ne réussissaient pas à le comprendre, sans venir voir, ils voulaient absolument faire croire que la collaboration multiacteurs n'était pas possible... Un média avait même titré « L'optimisme triomphant de Gilles Berhault » quand j'affirmais que le Comité 21 avait réussi à faire collaborer réellement les ONG, les collectivités territoriales, les entreprises et les recherches pour créer et animer Solutions COP21 au Grand Palais. Oui nous avons un devoir d'optimisme, et nous sommes joyeux.

Une approche raisonnable de sortie de crises est difficile. Climat, migrations, guerres, populismes, populismes anti-écologiques, crises sanitaires, appauvrissement de ressources stratégiques... les sujets d'inquiétude sont nombreux. C'est sans doute la fin d'un modèle basé sur la domination américaine, la consommation compulsive, la télévision obligatoire, à croiser avec les conséquences de la démographie galopante dans certains pays, le vieillissement dans d'autres... Mais c'est aussi le temps des transitions possibles



L'optimisme triomphant...

et donc des projets à mener avec ambition dans sa vie personnelle, dans son entreprise, dans une association, dans une collectivité, dans sa structure académique et d'enseignement, dans son média...

La juste méthode n'est donc pas de planifier mais de donner plus d'ampleur et de puissance d'action aux projets. Pour cela, nous avons identifié cinq clés de succès, complémentaires. La première est celle du renforcement de capacités et de la recherche / mobilisation de talents nouveaux. La seconde repose sur l'évolution vers une finance plus durable et inclusive, accompagnant la mutation des modèles économiques. La troisième est dans l'innovation technologique. La quatrième et la cinquième doivent permettre de

prendre en compte chacun, à travers l'adaptabilité et l'acceptabilité dans le respect des temporalités. « *Le chaos s'organise, un nouveau monde peut commencer* ». Nicolas Ledoux

Le programme de la première Université des Transitions a été décliné en sept thèmes. Ils seront traités en deux temps. La journée du 12 septembre cherche à « inspirer » par des mini-conférences (coordonnées par Alain Chauveau) et des débats. La journée du 13 permettra de « co-produire » avec la constitution de 7 labs (groupes de réflexion et d'élaboration de solutions) qui continueront leurs travaux pendant le quatrième trimestre 2018.

1. Le premier sujet est celui des valeurs, et plus précisément de **Valeurs et transitions**. Il prolonge la collaboration engagée avec l'Observatoire des Valeurs en 2017. Le thème sera nourri par les mini-conférences de Jean-Pierre Goux, Philippe Lemoine et Jean-François Noubel... avec un débat autour d'une question : « est-ce qu'il y a opposition entre droits de l'Homme et droits de l'environnement ? » avec Guillaume Sainteny et Julie Chabaud. Le juridique et la question du droit sont des leviers importants. L'environnement est maintenant adossé à la constitution, en France il a force de loi. Le Grenelle de l'environnement a généré des obligations légales pour les acteurs de l'économie et des territoires. La Loi sur la Transition énergétique, même s'il elle ne va pas assez loin est une avancée, comme la Loi Hamon sur l'économie sociale et solidaire. Laurent Fabius porte le pacte mondial pour un droit de l'environnement au niveau international. Aux Pays-Bas des citoyens ont porté plainte en responsabilité pour la non-action d'une collectivité en matière climatique... et cela va s'accélérer. L'environnement et le climat sont-ils une part des droits de l'Homme ? Certains pays veulent donner une existence juridique à la Nature pour qu'elle puisse se défendre. Les questions sont multiples, et insuffisamment abordées. La première pourrait être « Est-ce à la loi de porter la transition ? » La seconde question est « en revient-on à une opposition entre social et environnement ? ». Faut-il plus de loi ou faut-il faire confiance au marché ou plus simplement dans la capacité individuelle à prendre ses responsabilités ? Le débat abordera aussi la Loi PACTE, notre deuxième thème.

Loi PACTE, Génération 21^e siècle, Care et considération



2. La **Loi PACTE** est dans l'actualité, elle est à l'Assemblée Nationale actuellement. Le gouvernement a décidé de revoir le code civil et de faire évoluer le statut même des entreprises. La loi ne se réfère pas ou peu pour l'instant au Développement durable alors que les ODD auraient pu en être la colonne vertébrale. La loi est un patchwork, avec une finalité assez ancienne autour d'un modèle de croissance pas très « nouveau monde ». Mais certaines dimensions sont présentes. Elles sont inspirées par les travaux scientifiques d'Armand Hatchuel et de Blanche Segrestin de Mines Paristech ainsi que par le Rapport commandé à Nicole Notat et Jean-Dominique Sénard sur l'entreprise et sa « raison d'être ». Le texte de loi n'est pas à la hauteur d'une vraie transition sociétale et de la transformation profonde de l'Entreprise pour qu'elle produise les solutions en réponse aux enjeux sociétaux tout en rendant ses activités plus responsables (RSE). La Fondation des Transitions a pris une initiative avec la fondation FACE, Convergences et Sorbonne Développement durable qui a permis de réunir 400 personnes le 31 mai au Théâtre des Variétés, de faire signer une tribune commune, et de proposer des amendements au texte initial. Au-delà du travail d'influence opportun et nécessaire, la question posée est : Comment faire pour changer d'échelle ? Comment faire pour que « l'entreprise à mission » ne soit plus une exception mais la norme de demain ? Des interventions nourriront ces propos, Armand Hatchuel bien sûr, et aussi Emery Jacquillat le PDG de la Camif très engagé dans B-Corp, Hugues Sartre de GeoPLC... Le thème sera aussi nourri par la table ronde sur « finance et souveraineté » avec Gilles Pennequin, Sarah Albertin, Dorothee Browaeys, Raymond Van Ermen...

3. Le troisième sujet retenu et le premier lab de la Fondation des Transitions a pour thème « **Génération 21^e siècle** ». Les générations se succèdent, la génération Y est née avec internet, la génération Z avec une tablette et surtout avec les réseaux sociaux... La génération Alpha, les « millenials » est celle du gaming (notamment de bac à sable), de la block chain, et d'Instagram. Cette évolution technologique très rapide s'est mise en place avec, en parallèle, la prise de conscience du développement durable acquise dès l'école.

Le succès remarquable de l'Accord de Paris et sa ratification en moins d'un an, au-delà de la réussite diplomatique interroge sur la capacité de transformation de nos sociétés. Ceux qui ont aujourd'hui moins de 15 ans sont plus de deux milliards, ils n'ont pas connu le 20^e siècle. Comment voteront ils et surtout comment agiront ils dans ce contexte qui va faire disparaître les grandes chaînes de télévision ?

Ce ne sont plus des « natifs » du digital mais bien des « natifs » des réseaux sociaux, des jeux de bac à sable et de youtube. Ils sont capables de gérer sur internet des villes grâce à SimCity et même de les bâtir dans une logique totalement systémique et inclusive grâce à Minecraft... et bien sûr beaucoup d'autres jeux de collaboration. Est-ce une bonne nouvelle ? Que peut-on faire pour que cela marche ? Une première conférence



Ce ne sont plus des « natifs » du digital mais bien des « natifs » des réseaux sociaux, des jeux de bac à sable et de youtube.

avait été organisée avec Vivatech dans le cadre de leur édition 2017. Cette table ronde avait permis de donner la parole à Carole Quintaine, Youtubeuse, animatrice et rédactrice chez Gameblog et Jeux Vidéo Magazine, Matthew Tomkinson, gaming director chez Ubisoft... Un deuxième temps d'exploration et de promotion du groupe de travail, avait eu lieu pendant l'Université d'été 2017, animé par le spécialiste du jeu Julien Lebas. Deux interventions enrichiront la réflexion avant la séance de co-production du 13 septembre : Gilles Vermot-Desroches, auteur récent du « Printemps des Millenials » et Dorie Bruyas qui dirige Fréquence École.

4. Le quatrième sujet est le « prendre soin », autour d'un questionnement éthique, avec le **care et la considération**. Anne-Laure Bedu, experte sur le « lab » nous invite à y réfléchir : « L'éthique de la sollicitude, autrement traduite sous la terminologie de « care » a de nombreux points communs avec l'éthique de la considération dès lors qu'il s'agit de prendre soin, de faire attention à l'autre. Selon Francesca Gancian, l'une de ses fondatrices, le care est « une combinaison de sentiments d'affection et de responsabilités, accompagnés d'actions qui subviennent aux besoins ou au bien-être d'un individu dans une action de face à face ». Mobilisant la sociologie, la psychologie et la politique, ces théories proposent un référentiel de pensée qui permet d'agir autrement. Le rapport à soi, la relation entre individus et le monde commun sont les piliers de ces nouvelles approches qui ont le mérite, dans un monde complexe, de proposer des cadres d'analyse permettant de dépasser les obstacles et les résistances rencontrés dans le passage aux transitions (écologiques, énergétiques, solidaires). Elles posent diverses questions que les écologistes ne peuvent pas omettre aujourd'hui : comment faire muter l'individu pour transformer la société ? Dans quelle mesure peut-on se l'autoriser, autrement dit, est-ce socialement acceptable ? Par quels moyens y parvenir ? Comment instituer un rapport « au monde commun » à l'ère de l'individualisme contemporain ? Quel rapport à notre corporativité et à notre vulnérabilité dans une société de la performance et du « remplaçable » ? Qui est susceptible de mettre ce mouvement en œuvre, en évitant les déterminismes de genre présents dans le soin dans le cadre professionnel ou privé, et à quelle échelle ? Une éthique peut-elle légitimement s'imposer ?

Un entretien spécial est prévu avec Fabienne Brugère qui a écrit « L'éthique du care ». Le sujet sera aussi abordé bien sûr par Pierre-Alexandre Teulié de Nestlé France et le représentant des Laboratoires Pierre Fabre, qui aborderont les questions d'alimentation, de cosmétique... Cela sera aussi abordé par Julie Chabaud. Le « care et la considération » renvoie aussi à la question de la démocratie, sujet du livre de Philippe Lemoine, et objet de sa contribution à l'Université d'été des Transitions.

Indicateurs et évaluation, IA et blockchain...

C'est aussi la question d'éducation populaire, de transformation du rôle des médias engagements depuis quelques années de Marcel Desvergnès, et bien sûr des solidarités et exclusions auxquels sont attachés Vincent Baholet le directeur général de la Fondation agir contre l'exclusion - FACE.

5. Le cinquième sujet engage la communication et le suivi de l'évolution des comportements ou dit autrement le bon usage **de l'évaluation et des indicateurs**. Cela intéresse l'Ademe et sa représentante Valérie Martin ainsi que Jérôme Julia qui préside l'Observatoire de l'Immatériel, Marie-Hélène Aubert du CGEDD et deux dirigeants d'agences de communication connues pour leur vision et leurs engagements, l'Agence Verte et Hopscotch, représentés par Sophie Nunziatti et Benoît Desveaux leurs directeurs généraux.

La question posée est de parvenir à qualifier efficacement les démarches des organisations. L'ensemble des parties prenantes est de plus en plus en attente d'informations pour comprendre comment les organisations intègrent les enjeux du développement durable et de progrès sociétal dans leur politique ou leur stratégie d'avenir. Or aujourd'hui, les indicateurs d'analyse et de performance des organisations, fondés essentiellement sur des critères financiers montrent leurs limites. Leur insuffisance ou leur manque de pertinence est un frein au changement pour le plus grand nombre. Comment concilier ce qui est du domaine de la loi avec les démarches volontaires ? Faut-il imposer une norme ou imposer la norme ? La réflexion peut être juste pour les entreprises mais l'est-elle aussi pour les états ? La fiabilité des outils de mesure est un sujet de crédibilité des organisations. Les démarches étant par définition de progrès, les indicateurs doivent être évolutifs dans le temps.

Le monde de la finance change lui aussi rapidement. Les entreprises n'ont été longtemps analysées qu'à travers le prisme financier. Or de plus en plus de données extra-financières sont prises en compte. L'entreprise a en plus de ses actifs matériels des actifs immatériels qui ne sont pas inscrits dans les livres de compte mais qui sont pourtant bien tangibles. Ils sont décomposés en trois familles : le capital structurel (management, vi-

sion, politique, process...), le capital humain (formation, valeurs partagées, motivation ...) et le capital relationnel (qualité des relations entre l'entreprise et ses publics).

6. **Intelligence artificielle** : La France – comme bien d'autres pays – a décidé d'en faire une de ses priorités, s'appuyant sur un rapport dirigé par Cédric Villani (aujourd'hui député, chercheur doté d'une Médaille Fields de mathématiques). En effet, si les travaux sont nombreux dans les instituts de recherche français, publics comme privés, avec de nombreuses publications, il y a un vrai manque de prise de conscience des enjeux et surtout de capacités à passer de la recherche fondamentale à l'innovation et au déploiement de solution. Ces technologies sont particulièrement porteuses d'inquiétudes sur le plan sociétal, proche du complotisme. Se joue ainsi l'inquiétude face à ce qui serait une perte de décision humaine au bénéfice de la machine. Bien sûr ces angoisses sont



...parvenir à qualifier efficacement les démarches des organisations

largement développées par la littérature et le cinéma. Les exemples d'utopies/dystopies sont nombreux, de iRobot à Hypérior, ou de séries comme The 100 ou Black Mirror à un film récent comme Ready Player One (de Spielberg).

« Nous recommandons une large recherche visant à assurer que les IA soient de plus en plus robustes et bénéfiques ; et que ces systèmes fassent effectivement ce que nous voulons qu'ils fassent. [...] Cette recherche est nécessairement interdisciplinaire, car elle implique à la fois la Société et l'Intelligence Artificielle. Elle s'établit de l'économie au droit et à la philosophie, de la sécurité informatique aux méthodes formelles et, bien sûr, au sein des diverses branches de l'IA elle-même. » (Stuart Russel). C'est une nouvelle étape du co-développement homme/machine pro-

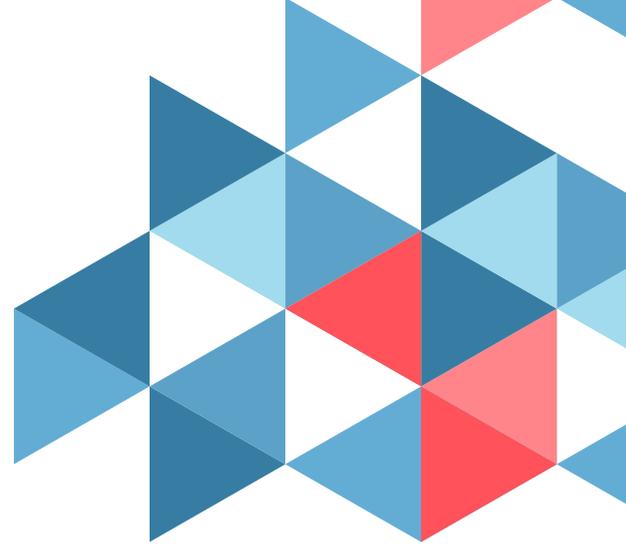
posé par Francis Jutand de l'IMT. Le lab va explorer globalement le sujet des nouvelles capacités numériques autour de l'IA mais aussi de la blockchain, du big data... Le potentiel pour toutes les activités des transitions sociétales positives est conséquent. Sur les questions de climat/énergie, l'autonomisation des locaux pour une baisse des consommations d'énergie et des émissions de carbone est un axe important à besoin pour plus d'efficacité d'intelligence artificielle.

De nombreuses solutions ont besoin de cette nouvelle génération du numérique : l'économie circulaire, la surveillance environnementale et tous les aspects de la régulation, et bien sûr l'aménagement des villes et territoires durables... L'objet du lab est d'explorer de quelle narration nous avons besoin, de définir quelques pistes de développement aujourd'hui inexplorées, d'identifier les freins et accélérateurs. Stéphane Aver d'Aaqius, Sophie Galharret de GRDF, Raphaël Dupin le directeur de Capsciences, Raymond Van Ermen, Marcel Desvergnès, Anne-Laure Noat partageront leurs visions des évolutions technologiques.

7. Le 7e axe amène à une nouvelle vision du territoire à travers le mouvement : « **Mobilité et immobilité, un nouveau design territorial** ». Pendant des années, la vie s'est structurée entre deux espaces principaux : le foyer et le travail, complété par des lieux spécialisés où l'on se rendait pour se faire soigner, s'alimenter, acheter, avoir des loisirs ou pratiquer un culte. Il fallait se déplacer d'un lieu à l'autre, en essayant de raccourcir les temps et d'alléger le plus possible les coûts financiers, tout en ayant le maximum de confort.

Les modes de vie ont écarté de plus en plus les habitations des lieux de travail, alors que le coût de l'énergie augmentait. En parallèle la prise de conscience des enjeux climatiques augmentait le « coût des transports » par un « coût environnemental ». Les problèmes se renforçant les uns les autres, nous sommes face à situation de développement durable économique, sociale et environnementale, qui demande une réponse globale. Il ne faut pas oublier par ailleurs que la liberté de se déplacer est vécue comme un droit fondamental acquis réellement depuis moins de 100 ans. Toutes les activités étaient précé-

Puissance de l'action



demment très locales. Cette liberté acquise pourrait tendre à se restreindre du fait de la paupérisation d'une partie de la société mais aussi du fait des raisons environnementales, la voiture et l'avion représentant l'essentiel des modes de déplacement.

Les technologies numériques apportent une révolution. Elles permettent de passer du transport à la mobilité. Le temps connecté permet de créer un espace intermédiaire, un véritable tiers lieu pour exercer des activités professionnelles ou de loisirs. Les questions ne sont plus « combien de temps je vais mettre, combien cela va me coûter, quel risque je prends ? », mais plutôt « ai-je de la connexion ? Suis-je suffisamment bien installé, combien de temps vais-je y passer, avec qui suis-je en contact et pour quoi faire ? » La notion même de territoire est bousculée, de nouvelles communautés apparaissent. Une part importante de la société vit maintenant dans ce tiers espace, au point que se développent des tiers lieux fondés sur la mutualisation pour pouvoir travailler ni chez soi, ni au siège de l'employeur.

La question du territoire est prioritaire, elle est en pleine évolution, c'est ce que partageront Jean-Luc Gleyze, Président du département de Gironde et Sylvère Mercier de la MèL. Mais pour cela il faut se réinventer autour d'une nouvelle approche... Nous avons invité un grand designer marocain, Hicham Lahlou, adepte du design global à venir partager sa vision avec nous. La question de la mobilité est un enjeu majeur, d'abord parce qu'elle est une revendication de liberté pas toujours assouvie, et surtout parce qu'elle a des impacts environnementaux et sociaux considérables. Les visions d'Anne Walryck, vice-présidente de Bordeaux Métropole, de Marine de Beaufort pour la question touristique et de Florence Cousin de la SNCF enrichiront les réflexions, tout comme celle d'Aaqius. Ce Lab est aussi une collaboration pluriannuelle qui s'engage avec la Métropole de Lille dans le cadre de Lille capitale mondiale du design en 2020.

Quel jeu d'acteurs ?

Qui pour piloter les transitions ? Changer les comportements ? La table ronde transversale au 7 thèmes, centrale de notre fil rouge « la puissance de l'action » du mercredi 12 septembre sera animée par Bruno Rebelle ancien dirigeant de Greenpeace Europe, elle permettra de croiser les points de vue de l'ancien directeur de communication d'une

collectivité, qui accompagne plusieurs villes et établissements publics, Charles-Marie Boret, de la responsable des sujets d'intérêt général d'Eurogroup Consulting, Anne-Laure Noat, du secrétaire général de l'Union des écologistes, Christophe Madrolle, par ailleurs expert des questions de mers et océans, et de Florence Cousin de la SNCF. Leurs réflexions seront complétées par un artiste Yacine Aït-Kacine, créateur et animateur d'un personnage médiateur des transitions, Elyx, par un communicant engagé, Daniel Luciani et par celui qui mène un regard analytique unique sur les évolutions du numérique et des médias, Marcel Desvergne (créateur de l'Université de la Communication d'Hourtin, ancien président de la société des lecteurs du journal Le Monde).

En conclusion

La priorité au renforcement de capacité pour réussir les transitions induit une reconsidération du « jeu d'acteurs », cette logique d'alliance qui accepte le rôle de chacun, refuse la recherche de bouc émissaire, impose la collaboration.

Cette Université d'été est plus que participative, elle est contributive. Elle est une invitation à partager, à inventer, à considérer que rien n'est impossible... C'est donc à un profond changement de culture que vous êtes invités pour ce changement d'échelle, et que vous puissiez ressentir la puissance de l'action ! « La beauté est dans les yeux de celui qui regarde » (Oscar Wilde).

Gilles Berhaut, délégué général de la Fondation des Transitions

Bruno Rebelle,

Président du cabinet Transitions

« Les transitions, en tout domaine, dépendent de notre capacité collective à déconstruire le système préexistant pour qu'émerge un nouveau paradigme. L'observation des transitions avortées est à ce titre édifiante et la récente démission de Nicolas Hulot est une nouvelle illustration de cette difficulté. Quand l'ex-Ministre constate l'incapacité du gouvernement à passer des petits pas aux grandes transformations, il souligne implicitement que ce sont les tenants du système préexistant qui tordent les ambitions de grands pas en piétinements presque inutiles... On ne peut, à la fois, soutenir un nucléaire hyper-centralisé et très productiviste, et promouvoir une transition énergétique s'appuyant sur la sobriété, la diversification, la déconcentration et la décentralisation de la production d'énergie. »



Anne-Laure Bedu, Conseillère régionale, déléguée Transfert Innovation Accélération

« L'université d'été des Transitions est un moment privilégié pour aborder, dans un esprit de bienveillance et d'écoute, les sujets très divers liés au passage à l'acte en matière de « transitions ». Mêlant tous types d'acteurs, y compris les acteurs institutionnels, chacun assumant sa part, il était naturel que la Région Nouvelle-Aquitaine soutienne cette manifestation où l'on réfléchit ensemble mais où l'on contribue également à inventer les solutions de demain au sein de communautés informelles, ouvertes et positives. Notre Région est attachée à une innovation porteuse de sens pour l'Homme et le Vivant, qu'elle soit technologique ou sociétale, et c'est dans cette logique de progrès et de responsabilité que nous nous impliquons dans ces rencontres.

Jean-François Noubel,

« Je ne me retrouve pas dans l'activisme social qui, la plupart du temps, cherche à « sauver le monde » ou résoudre des problèmes. Je ne sais pas si le monde a besoin qu'on le « sauve ». Peut-être évolue-t-il tout simplement, ce qui entraîne forcément des cycles apocalyptiques terrifiants, mais également donne naissance à de nouvelles formes de conscience. Tout peut basculer de manière foudroyante, autant vers un effondrement global de l'espèce humaine que vers un espace plus vaste de conscience portée par des intelligences. »

Jean-Luc Gleyze,

Président du Département de Gironde

« Il nous faut aujourd'hui trouver un chemin, sans quoi s'imposera un violent darwinisme social, une lutte pour la survie écologique qui ferait beaucoup de perdants et pourrait déboucher sur un écocasisme. Ma conviction est que les nouvelles solidarités sont la solution, ce qui place la collectivité départementale au centre de la résilience de nos sociétés pour travailler aux interdépendances entre les territoires et à la mobilisation des citoyens autour d'initiatives de transition vers une société plus ouverte, horizontale et juste. Le politique a le devoir de répondre à l'urgence, mais aussi de préparer l'avenir, ce qu'a parfaitement exprimé Albert Camus : La vraie générosité envers l'avenir consiste à tout donner au présent. »

Jérôme Julia,

Président de l'Observatoire de l'immatériel

« L'essentiel de nos économies est immatériel, et pourtant nous regardons ailleurs. Notre époque est celle d'une nouvelle Renaissance : comme au temps de François Ier ou Léonard de Vinci tous les domaines d'activité et de pensée (économie, sciences, politique, sociologie, religion, ...) sont concernés par une grande mutation. Cette nouvelle Renaissance porte en germe une grande promesse d'espoir et de renouveau. »

Les transitionneurs



L'immatériel peut constituer la grille de lecture, le fil directeur, la nouvelle langue vivante de cette Renaissance. Une langue vivante pour appréhender les grandes questions et les défis d'aujourd'hui et de demain.»

Christophe Madrolle,

Secrétaire général de l'Union des Écologistes
Avec le recul que nous impose plusieurs décennies d'impuissance, nous devons désormais nous poser la question de savoir si Écologie et Démocratie peuvent faire bon ménage ? En clair, le consensus démocratique est-il la bonne démarche pour stopper la course folle de la Planète ? lorsque nos amis Chinois décident de fermer du jour au lendemain 40 centrales au charbon jugées polluantes et dangereuses, je n'ai pas le souvenir que cette décision ait fait l'objet d'un large débat ou d'un référendum. Face aux périls qui s'avancent, n'est-il pas temps d'opposer par la loi des arrêtés de péril ? Nous devons faire le choix de la cohérence : Si comme on le sait désormais le danger écologique est si grand et les menaces bien réelles, nous devons leur déclarer la guerre pour sauver notre planète. L'État de guerre ne se discute pas, il s'impose aux gouvernants courageux. Il nous faut une politique volontariste bâtie par des experts qui échapperont aux procédures contradictoires et démocratiques et dont les résultats seront dans un délai court, une mandature ou deux, visibles par les populations : obligation d'avoir des moteurs fonctionnant à l'hydrogène ou au gaz pour les camions et les cars, fin des véhicules diesels, obligation pour les villes d'informer du niveau de pollution de l'air...»

Philippe Lemoine,

Président de la FING

« Une révolution sans les Français ? est interrogation sur la transformation numérique du politique et de la société. Après la transformation numérique des entreprises et de l'économie, l'enjeu est en effet celui d'une nouvelle structuration du champ politique. Trois questions seront prioritaires. Ce qui se passe en France depuis l'élection d'Emmanuel Macron annonce-t-il l'apparition de cette nouvelle problématique ? Peut-on faire la révolution sans les Français ? Que nous inspire ce qui se joue en Italie avec l'alliance de gouvernement entre la Ligue et le Mouvement 5 Étoiles, Le populisme est-il la maladie infantile de l'âge numérique ? Quels sont les éléments forts qui pourraient structurer un projet d'alternative non-élitiste au populisme ? »

Sarah Albertin,

directrice de l'Institut des Hautes Études pour la Justice

« La mondialisation, entendue comme un stade historique de l'expansion du capitalisme de marché, et qui se manifeste par une intensification des échanges

internationaux, appelle une régulation c'est à dire une forme de maîtrise. La question du financement (des acteurs, des activités - nouvelles ou anciennes- des infrastructures, de la transition en générale) constitue l'un des enjeux centraux et inclus les problématiques du leadership, de l'efficacité, de la légitimité, et de la cohérence qu'il faut interroger pour aboutir à une « bonne » régulation et gouvernance. La souveraineté des Etats est ici bouleversée et souvent concurrencée par d'autres acteurs et « places » bien que toujours en tension. Comment traiter ce sujet ? Quels sont les principaux modèles de financement de la transition ? Par qui et pour qui sont-ils établis ? Quels impacts peuvent-ils avoir ? Comment les améliorer ? Quels sont les risques ? Autant de questions qui appellent une intelligence collective, transversale et pluridisciplinaire. »

Sophie Nunziatti,

directrice de l'Agence Verte

« En quelque 120 pages le rapport remis au gouvernement par Nicole Notat et Jean Dominique Senard en mars dernier incite, à travers diverses recommandations, d'une part le législateur à modifier le droit pour que les enjeux sociaux et sociétaux soient mieux pris en compte, d'autre part chaque entreprise à prendre conscience de sa raison d'être, qui ne peut pas se réduire au profit. L'Agence Verte cultive depuis 26 ans sa raison d'être et celle de ses clients. Comment la partager, transmettre ses valeurs aux nouveaux collaborateurs ? Quelle valeur ajoutée pour la marque ? Quelle chance pour l'entreprise ? »

Emery Jacquillat ,

Président de la CAMIF

« En plein préparatif de la loi PACTE, après le Rapport Notat/Sénard, et de nombreux débats éclairant sur les enjeux de l'entreprise du XXIe siècle, on peut se poser la question : les entreprises peuvent-elles se contenter de faire du profit ? Je suis convaincu que les entreprises qui n'auront pas de bénéfices sociaux et environnementaux avérés n'auront bientôt plus de bénéfice économique. Les entreprises sont les plus puissants leviers de transformation de la Société, à condition qu'elles contribuent activement au bien commun. C'est ce qu'attendent aujourd'hui les citoyens, les consommateurs, les collaborateurs (ces 3 «personnes» étant souvent les mêmes) : une création de valeur partagée, que les anglo-saxons appellent la Triple Bottom Line (People, Planet and Profit) : impact social, environnemental et économique positif ! En 2017, la Camif est devenue une des premières entreprises à mission en France, inscrivant sa mission dans ses statuts. »

Armand Hatchuel,

Mines Paristech

« Avec la financiarisation contemporaine, on observe des dérives importantes et répandues de la gouver-

nance des entreprises, et surtout on est confronté à de nouveaux défis civilisationnels que l'on ne peut relever sans les entreprises ou qui ne peuvent être atteints par des régulations incitatives. Il faut donc concevoir « l'entreprise à mission » non comme le résultat d'une vocation ou d'une norme de réputation, mais comme une forme nouvelle d'entreprise, adaptée à notre époque, résistante à la dérive actionnariale, et dotée d'un cadre de droit spécifique, à la fois exigeant et protecteur. Ce cadre de droit permet d'engager les actionnaires dans la formulation et le contrôle de la mission. Il permet d'associer profit et mission comme deux objectifs stratégiques en symbiose. Il permet une expression du sens et de la « raison d'être » d'une entreprise auprès de ses salariés et de toutes ses parties prenantes. On ouvre alors la voie à une nouvelle génération d'entreprises fondées à relever les défis scientifiques, sociaux et environnementaux contemporains. On donne aussi une représentation complètement renouvelée des rapports entre entreprise, travail, et civilisation. Représentation fondée en droit qui devra être largement enseignée et discutée. »

Benoît Desveaux,

directeur général d'Hopscotch

« La place de la communication dans la transformation des organisations publiques et privées est indéniablement centrale. Les différents publics sont de plus en plus en attente d'informations pour conserver ou donner leur confiance à une entreprise ou un produit. Et les indicateurs sont en train d'évoluer pour permettre d'affiner l'analyse de la performance globales des organisations, le suivi des politiques publiques ou l'évolution des comportements des consommateurs. Au-delà des dimensions financières et techniques, l'enjeu est d'avoir les bonnes données pour comprendre et évaluer avant de faire un choix. Je remercie Gilles d'avoir accepté de créer un atelier dédié à ce sujet : Quels indicateurs pour les transitions et leur communication ? »

Charles-Marie Boret, consultant

« Pour permettre aux transitions d'entrer en œuvre de façon significative, c'est à dire pour maintenir le réchauffement climatique en deçà de 2,5°C, il faudrait que les gouvernants, aux niveaux international, national, régional et local, fassent ce pour quoi ils ont été élus : décider, puisque prévoir est déjà fait. Mais ils ne pourront décider et agir contre l'opinion. À ce titre, comment aider les élus à prendre des décisions vers des transitions fortes ? Comment augmenter l'acceptabilité de ces mesures ? »

Verbatims



Comment revenir sur le cadre réglementaire qui a permis à des acteurs économiques de se rendre puissants et, donc, de s'opposer à ces évolutions ? Comment mobiliser des moyens vers des mesures sans chiffre d'affaires, voire même susceptibles de détruire de l'activité telle qu'on la conçoit aujourd'hui ? Comment mener la réflexion sémantique pour partager des notions justes entre les acteurs, la presse et les influenceurs, et acceptables par les populations ? »

Fabienne Brugère,
Philosophe

« Quand Carol Gilligan a énoncé dans *Une voix différente* (1982) l'idée que les femmes ont une autre manière de penser la morale que les hommes, elle ne s'est pas contentée d'élargir la division des sexes à la morale. Elle a mis en avant un concept largement occulté et laissé à l'état de friche, le care. En portant l'attention sur ce « prendre soin », ce souci des autres, l'éthique du care pose la question du lien social différemment : elle met au cœur de nos relations sociales la vulnérabilité, la dépendance et l'interdépendance. Elle rend ainsi audible la voix des fragiles et met en garde contre les dérives conjointement marchandes et bureaucratiques de nos sociétés néolibérales. »

Myriam Poitau, Kaleidoscope

Kaleido'Scop est un ensemble solidaire d'individus qui se mettent en réflexion et en mouvement dans le but de produire une action collective créatrice de richesse économique, sociale, territoriale et politique. Nous défendons une économie sociale, solidaire et redistributive, revendiquée comme une forme alternative au modèle économique dominant.

Nous faisons le choix de mobiliser des cadres de références et des outils participatifs, créatifs, collaboratifs mettant l'individu au cœur des processus collectifs afin d'alimenter la transition démocratique, écologique et sociale. Promotrice de la diversité, et animatrice de tous les dialogues, Kaleido'scop hybride les métiers pour porter un regard décalé sur la société en transformation, et participer activement au renouvellement démocratique.

Gilles Vermot Desroches,
Fondation Schneider Electric

« Ça se passe maintenant : un milliard de jeunes adultes, tous nés à l'aube de l'ère digitale, s'apprennent à prendre les rênes de l'avenir. C'est chez eux, dans les pays émergents et en développement, que naissent déjà les projets les plus innovants. Et dans vingt ans ? En une génération, les pays autrefois en développement sont désormais sortis de l'instabilité. Comme un virus bienvenu, la « jeunesse » s'est propagée au Vieux Continent, apportant un leadership renouvelé, un partage accru de la création de richesses, un enseignement révolutionné, de grands chantiers en faveur du climat et de l'écologie. Ce scénario sème

les graines d'un nouvel espoir. Oui, le pouvoir que les Millennials ont désormais entre les mains est ô combien vertigineux ; celui de détruire la planète comme de rétablir sa biodiversité et combattre ses inégalités. Non, la jeunesse n'est pas qu'une question d'âge : c'est aussi une manière de penser le futur et d'innover dont toutes les générations doivent s'inspirer. »

Guillaume Sainteny,

« La priorité accordée aujourd'hui au climat par les États, les ONG, les médias, est-elle justifiée ? Sa place dans les politiques environnementales n'est-elle pas excessive ? Soulever cette simple question apparaît, en soi, iconoclaste, dégage un parfum de scandale et s'apparente à une démarche politiquement incorrecte, tant il semble communément admis que « la lutte contre le réchauffement climatique » constitue la mère de toutes les batailles environnementales. Entendons-nous bien : des milliers d'études scientifiques ont mis en évidence un phénomène de changement climatique. Toutefois, cette question a pris, depuis les années 1990, une importance telle qu'elle en vient non seulement à dominer les politiques environnementales, mais aussi à les escamoter voire à leur nuire.

Or, si le changement climatique constitue incontestablement un enjeu environnemental majeur, il n'apparaît pas plus important que la pollution de l'air, la pollution de l'eau, l'érosion de la biodiversité voire la dégradation des sols. »

Jean-Pierre Goux, Écrivain

« Comment faire advenir l'utopie ? c'est la question la plus importante ce siècle : comment faire que nos rêves se réalisent plutôt que nos cauchemars ! Nous vivons une crise narrative et une crise d'imaginaires, nous avons besoin d'utopies concrètes plus que jamais ! »

Laurie Ayouaz, Comité 21

« Les contours économiques traditionnels de l'attractivité territoriale semblent désormais céder leur place à des nouvelles balises : coopération multi-acteurs, bien-être territorial, résilience, engagement sociétal et ancrage des entreprises, participation citoyenne, etc. Les démarches holistiques de développement durable ont été de véritables catalyseurs pour faire émerger ces nouvelles balises et le Comité 21 voit aujourd'hui dans l'Agenda 2030 l'occasion de poursuivre cette transformation territoriale avec une ambition universelle, celle de réaliser partout 17 Objectifs urgents et tangibles, de développement durable. Pour ce faire, les dynamiques territoriales déjà à l'œuvre sont des leviers incontournables sur lesquels il faut s'appuyer pour essayer encore davantage, les balises d'un nouveau monde. »

Marie-Hélène Aubert,

Conseil général de l'environnement et du développement durable

« L'élan formidable créé par la COP21 est loin de s'être essouffé cependant. Mille fleurs se sont épanouies, dont il est néanmoins difficile aujourd'hui de voir si elles ont produit de beaux fruits, tant les outils d'évaluation fiables et éclairants sur les impacts réels des actions entreprises manquent encore. Mais celles et ceux qui les font croître font déjà leur propre bonheur, ce qui n'est pas rien, et essaient peu à peu. « Un arbre qu'on abat tombe avec fracas, une forêt qui germe grandit en silence », disait Gandhi, pour préserver l'espoir.

Mais aujourd'hui les arbres tombent en masse dans l'indifférence, et la cause climatique fait beaucoup de bruit dans les médias et les cénacles en vogue, sans forcément que les jeunes pousses puissent parvenir à maturité dans un univers à bien des égards de plus en plus décervelé et stérilisé. La transition est et sera avant tout une résistance, une volonté et un combat. La COP21 lui a apporté un élan, une force joyeuse et créatrice, un texte commun sur lequel s'appuyer. Reste à les renforcer et les pérenniser, pour qu'ils ne soient pas qu'une étoile éphémère dans la nuit. »

Marine de Beaufort, Voy'agir

« Le Tourisme est une industrie très transversale, aux limites un peu floues, dont l'impact écologique et social ne peut être nié. Elle évolue en même temps que notre société, est touchée par la transition numérique, autant que par les transitions sociétales et environnementales. Cela en fait un enjeu majeur du développement durable et de la question des Transitions. Un enjeu majeur, trop peu abordé pourtant.

C'est un sujet qu'on met facilement de côté, car « peu sérieux », lié au loisirs et « lointain ». Pourtant c'est l'industrie qui connaît la croissance la plus constante depuis 10 ans, on ne peut penser les Transitions sans penser au Tourisme, autant en tant que territoires/entreprises d'accueil que émetteurs de voyageurs, qu'individus. »

Raphaël Dupin,

Directeur de Cap Sciences

« Cap Sciences accueille cette année l'Université d'été des transitions. C'est à la fois un honneur et une évidence. En effet, les questions soulevées par cette Université sont au cœur de la ligne éditoriale de Cap Sciences : comment penser l'avenir et comment le construire ? C'est donc tout naturellement que, au-delà de l'accueil, nous serons parties prenantes des réflexions, des débats et des propositions de l'Université d'été des Transitions 2018. »

Raymond Van Ermen,

European Partners for the Environment

« Le président Trump entrera certainement dans l'histoire des États-Unis, notamment comme le fossoyeur de la troisième mondialisation anglo-saxonne.

Les transitionneurs

La part du capital a augmenté au détriment de celle du travail, et cette troisième mondialisation n'a pas dégagé des gains mutuellement bénéfiques et a entraîné le creusement des inégalités. Aujourd'hui face à des élites anglo-saxonnes, aux USA comme en Grande Bretagne, prises dans leurs contradictions, et à des élites européennes, soit populistes qui veulent copier le modèle Trump, soit libérales qui veulent raffiner un modèle néo-libéral obsolète, c'est le moment de proposer une sortie par le haut : une « quatrième mondialisation », mais celle-ci non pas au service de « l'élite financière » mais de l'humanité, une mondialisation inclusive et durable qui reconstruise le contrat social et amène l'humanité dans une zone opérationnelle de sécurité face aux défis environnementaux et de limites planétaires. »

Stéphane Aver,

Président d'Aoqius / Vice-président de la Fondations des transitions

« Souvent, il y a un blocage qui empêche le changement d'échelle. Pour l'énergie, ce « chaînon manquant » est l'hydrogène naturel, que l'on trouve dans le sol. Alors que tout le monde pensait que les énergies fossiles n'étaient qu'un modèle du passé, que seuls efficacité énergétique et énergies renouvelables pouvaient générer de l'énergie compatible avec les engagements pris à Paris en décembre 2015, il existe de l'énergie dans le sol, dans tous les pays, abondante et en capacité de se renouveler à l'échelle humaine (entre dix et cent ans). Cela existe depuis longtemps, sans que personne ne s'y soit intéressé. Les méthodes scientifiques n'existaient même pas il y a dix ans !

Les préjugés sont un vrai danger pour l'humanité, comme une société dominée par des « gérants » et fondée sur la verticalité. L'entreprise offre des solutions efficaces si elle s'inscrit dans une mission sociétale ; pour la mienne, c'est l'énergie digitale zéro carbone pour tous. Ce n'est pas une technologie, mais un standard d'usages. Il reste évidemment à accepter et à encourager les transitions, sans s'y perdre ! »

Valérie Martin,

« Ainsi que le montrent les résultats du dernier baromètre « Français et Environnement » de l'ADEME (2018), l'environnement représente une inquiétude pour les Français. Mais il est cité (6 %) loin derrière l'emploi (29 %), l'immigration (15 %), les déficits publics et la dette de l'État (11 %), les impôts et taxes, la sécurité des biens et des personnes et les inégalités (9 %). Si on se focalise sur les seules problématiques environnementales, le « changement climatique » reste en tête (31 %), devant « la pollution de l'air » et « la dégradation de la faune et de la flore » (17 %). Les Français sont conscients et inquiets des conséquences du réchauffement

climatique et ils jugent des évolutions en termes de comportement nécessaire, mais ils sont demandeurs d'une équité des efforts à faire : ils ne veulent pas être les seuls à changer. La dimension collective du « on y va tous ensemble » et la juste répartition des efforts apparaissent dès lors comme un déterminant majeur du changement. »

Marcel Desvergne,

Citoyen numérique mobile

« En phase avec la manifestation qui prend en compte le monde de demain, rappel des enjeux, au début de l'Université d'Été de la Communication (Années 1980/85) puis, à l'aune de ces situations toujours en transition, les éléments de notre monde de demain intégrant, en particulier, les numériques, l'Intelligence Artificielle, la robotique, les nouveaux équilibres territoriaux mondiaux et en conséquence, la citoyenneté mondiale, les métiers, l'éducation et les politiques, ainsi que le capitalisme. »

Sophie Galharet,

Déléguée RSE de GRDF

« La transition énergétique est l'une des transitions nécessaires pour la transition vers un véritable modèle de développement durable. Elle ne se résume pas à un simple enjeu technique ou technologique. La complexité de cette transition réside dans le fait qu'il est nécessaire de concevoir la complémentarité des énergies et des réseaux de façon adaptée à chaque territoire et d'organiser de nouvelles coopérations d'acteurs pour y parvenir. L'intégration massive de gaz renouvelables dans les réseaux en est une illustration : pour parvenir à un objectif de 30% de gaz verts en 2030 et se mettre sur la voie d'un 100% gaz renouvelable en 2050, il est nécessaire d'accroître les synergies entre le monde de l'énergie et le monde agricole pour le développement de la méthanisation, de catalyser et structurer de nouvelles filières, de mobiliser les innovateurs, les usagers et les citoyens dans cette transition. Dans ce contexte, le rôle de l'entreprise de service public de réseau évolue : elle n'est plus simple gestionnaire mais doit embarquer plus largement les enjeux du territoire pour apporter une contribution positive au projet de transition de la collectivité. Elle devient catalyseur des transformations en cours : en adaptant le réseau, en animant les acteurs et en stimulant le développement de nouvelles filières, en contribuant à la création de valeur locale et partagée. »

Anne-Laure Noat,

« Convaincus que notre société, nos institutions et nos entreprises doivent être socialement responsables et engagées au service des transitions et du bien commun, nous mettons nos

compétences au service de l'intelligence collective pour accompagner une gouvernance durable, développer des orientations stratégiques découlant d'une responsabilité et d'une utilité affirmées, assumer une compliance souhaitée, et non subie, aux ODD.

En outre, engagés à porter une vision transformatrice de la Société, nous sommes aux côtés des acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire en développant une approche adaptée à leurs enjeux et leurs projets d'Intérêt Général.

Toutes les générations sont de plus en plus attentives au sens réel donné à leur action et rejoindront en premier lieu les organisations à impact positif. C'est notre devoir de consultants de guider les transformations en ce sens. »

Pierre-Alexandre Teulié,

Président, Fondation des Transitions/Nestlé France

« Chacun a la capacité d'agir en efficacité collective. Pour cela, chacun devra comprendre que l'on peut bien vivre dans un monde à la fois incertain et complexe. Pour la première fois, nous devons adapter en permanence nos modes de vie et de travail, donc mieux anticiper, mieux écouter pour comprendre, mieux renforcer ses capacités, mieux coopérer.

Les dérèglements climatiques et les pollutions imposent de vrais changements de comportement et d'organisation de nos sociétés. L'envie d'action est là, et elle ne se réduit plus à des « signaux faibles ». Mais comment agir à grande échelle, garder comme ambition la qualité de vie partagée par tous ? Comme l'affirment les 17 Objectifs mondiaux de développement durable votés à l'unanimité de l'Assemblée générale de l'ONU : « ne laisser personne au bord du chemin ». C'est la démarche de la Fondation des Transitions. »

Dorie Bruyas, Fréquence écoles

« Accompagner la jeunesse d'aujourd'hui revient bien souvent à ne pas l'abandonner dans les mondes numériques tout en lui faisant suffisamment confiance pour la laisser apprendre par elle-même. « Les figures d'autorité voient (...) les adolescents comme des menaces publiques et des cibles vulnérables qui effraieraient la société alors que la société a peur pour eux » (Danah Boyd, l'anthropologue américaine de la génération numérique). Enfin, les bouleversements induits par le développement rapide du numérique transforment la question éducative et interrogent les professionnels comme les parents qui la vivent de près. Ma contribution permettra d'identifier les opportunités offertes par le numérique pour développer l'esprit d'initiative et la capacité à agir de la jeunesse et de démonter, au passage, quelques idées reçues qui empêchent le changement.

LA DÉMARCHE DES CINQ CLÉS

Des transitions utiles, efficaces et agréables !

Les labs de Fondation des transitions sont fondés sur un dialogue entre de grands experts et des visionnaires, avec les membres de la Fondation des transitions, enrichissant pleinement l'affirmation : Changeons d'échelle. L'approche spécifique s'appuie sur une démarche originale qui affirme comme préalable qu'**une transition n'est réussie que si elle est utile, efficace et agréable.**

L'enjeu de ces travaux n'est pas tant de faire émerger de nouveaux sujets que de travailler au changement d'échelle et à la généralisation des pratiques.

Chaque 'lab' va intégrer la démarche des cinq clés, leviers d'une transition réussie :

▲ 1 . Renforcer les capacités et attirer les talents. Les capacités impliquent un besoin de formation dans tous les domaines à toutes les étapes de la vie, avec des outils classiques, et bien sûr numériques. Une des priorités doit être de faire émerger les talents.

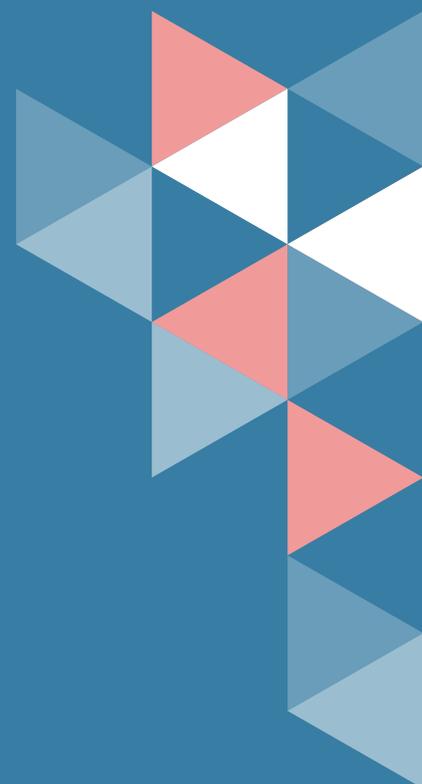
▲ 2 . Donner toute sa place à l'innovation technologique. Beaucoup de solutions reposent sur les technologies nouvelles : numérique, robotique, mécanique, biologie... La recherche et les entreprises mettent au cœur de leurs priorités les questions environnementales sociales et sociétales. C'est un mouvement à accélérer.

▲ 3 . Changer les comportements et donc rendre acceptables et séduisantes les transitions (communication).

Trop souvent celui ou celle qui s'engage pense qu'il y a de bons ou de mauvais comportements, des gentils et des méchants... C'est nier les freins au changement et simplement le fait que la société de la consommation et du jetable est vécue comme agréable par beaucoup de personnes.

▲ 4 . Innover dans le financement et les modèles économiques. Chaque transition demande des financements. Il s'agit d'entrer dans une organisation en projets, avec une approche entrepreneuriale (à l'interne ou à l'externe des organisations). Ces projets ont besoin de devenir "bancables". Des solutions alternatives existent, comme le financement participatif ou l'invention de nouveaux modèles économiques.

▲ 5 . Gérer les temporalités. Ce qui caractérise les transitions actuelles est leur rapidité, et le fait qu'elles soient en accélération depuis 10 ans. C'est une question générationnelle bien sûr, mais aussi culturelle et de niveau social. Chacun intègre, avance, expérimente à son rythme... mais sans prendre le temps de la formation, de l'analyse... C'est une grande cohabitation, où l'intégration des transitions renvoie à l'individuation.



THINK AND DO TANK RÉSERVOIR D'IDÉES ET D'ACTIONS



La synergie des transitions... pour renforcer les capacités des décideurs et donner plus d'ambitions aux projets

Chacun a la capacité d'agir en efficacité collective, et pour cela, affirmer que l'on peut bien vivre dans un monde à la fois incertain et complexe. Pour la première fois, nous devons adapter en permanence nos modes de vie et de travail, donc mieux anticiper, mieux écouter pour comprendre, mieux renforcer ses capacités, mieux coopérer. C'est un appel un Observatoire des transitions que nous lançons avec 5 labs' en 2018 :

1. « Génération 21^e siècle »
2. « Care et considération ? »
3. « Quels indicateurs pour les transitions et leur communication ? »
4. « L'intelligence artificielle pour une nouvelle approche énergétique »
5. « Mobilités et immobilités, un nouveau design territorial ».

Les dérèglements climatiques et les pollutions imposent de vrais changements de comportement et d'organisation de nos sociétés. L'envie d'action est là, et elle ne se réduit plus à des « signaux faibles ». Mais comment agir à grande échelle, garder comme ambition la qualité de vie partagée par tous ? Comme l'affirment les 17 Objectifs mondiaux de développement durable votés à l'unanimité de l'Assemblée générale de l'ONU : **« ne laisser personne au bord du chemin ».**

Quelle est la place des valeurs ?
Comment renforcer les capacités pour décider pour l'immédiat et le futur, dans une démarche à la fois synchrone et asynchrone ?
Cela interroge sur les questions des



Nous sommes tous acteurs :
être citoyen,
ce n'est pas vivre en société,
c'est la changer.
Augusto Boal

modèles économiques, de modes de gouvernance, d'organisation et de leadership, de modes de communication... et de la place de l'innovation. Chaque organisation - entreprise, territoire ou association - est partie-prenante des mutations actuelles.

Ce sera d'autant plus important dans les prochains mois et prochaines années, que de nouvelles disruptions émergent : NBIC, transhumanisme, accélération de la globalisation et du big data, block chain... et globalement la civilisation numérique.

Initialement, l'efficacité était fondée sur l'autorité et la stabilité dans le temps des structures sociales et économiques. Aujourd'hui

elle se fonde sur le mouvement, les flux et la grande mobilité des nouvelles frontières des territoires numériques, de nouveaux talents et compétences.

Les nouvelles générations se préparent mieux que les précédentes à une approche systémique, avec des jeux comme SimCity ou Minecraft.

Nous sommes dans une société nouvelle dont nous ne sommes plus seulement spectateurs, mais acteurs, réalisateurs et producteurs. Notre perception de l'espace est totalement différente, avec des freins et accélérateurs nouveaux.

Seul ou au centre de son organisation, l'humain est en capacité de devenir un **« entrepreneur des transitions »**. Pour cela, il devra intégrer que nous vivons le temps des possibles.

La Fondation des transitions souhaite confirmer son rôle d'accélérateur, à la convergence de grandes transitions sociétales, avec des entreprises, des territoires, des associations, des médias, des centres de recherches, des agences gouvernementales... des femmes et des hommes capables de faire des « pas de côté ». Nous souhaitons travailler avec chacun !



FONDATION DES TRANSITIONS

SOUS L'ÉGIDE DE FACE



Gilles Berhault

Délégué général
+33 6 13 60 49 44
gilles.berhault@gmail.com

AAQIUS
GET TO THE FUTURE _____ FIRST

 **Nestlé**
Nestlé France

GRDF
GAZ RÉSEAU
DISTRIBUTION FRANCE

ZÉRO EXCLUSION
CARBONE
PAUVRETÉ

l'agenceverte

 **Fondation
Schneider Electric**

**EUROGROUP
CONSULTING**

ADEME

Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

GEO  **PLC**
L'ECOPARTNER

SNCF

**H O P
S C O
T C H**

 **BORDEAUX
MÉTROPOLE**


Pierre Fabre


CAP SCIENCES
Découvrons ensemble

 **RÉGION
Nouvelle-
Aquitaine**

 **Gironde**
LE DÉPARTEMENT


Institut Mines-Télécom

**OBSERVATOIRE
DES VALEURS**


PEPS
environnemental & soci


SORBONNE
DÉVELOPPEMENT DURABLE
SUSTAINABLE DEVELOPMENT

FACE
LE DÉPARTEMENT